



**AREI 2023 Développement de l'hydrogène
vert en Afrique :
Accélérer la transition énergétique**



L'hydrogène vert devient une ressource de plus en plus précieuse sur les marchés énergétiques mondiaux et une option plus attrayante dans la transition vers un système énergétique plus propre. Il commence à attirer une attention accrue sur les marchés africains avec son adoption accélérée sur le marché mondial. En exploitant les vastes ressources renouvelables du continent pour produire de l'hydrogène vert propre et durable, l'Afrique peut stimuler la croissance socio-économique, renforcer la sécurité énergétique et éradiquer la pauvreté énergétique d'ici 2030.

La recherche par l'Afrique de solutions énergétiques propres dans le cadre de sa transition vers un avenir à faible émission de carbone, ainsi que pour lutter contre la pauvreté énergétique, accélérer le développement économique et assurer un approvisionnement énergétique stable pour les années à venir, a créé des opportunités fondamentales pour le développement de l'hydrogène vert.

Il est établi que plus de 50 % des ressources mondiales en hydrogène se trouvent en Afrique et que l'hydrogène est probablement l'énergie "idéale" de demain. D'où la position du continent africain comme fournisseur potentiel rentable d'hydrogène vert. Il est impératif de ne pas considérer l'hydrogène comme une marchandise mais comme un facteur de croissance pour l'Afrique.

Le développement de l'hydrogène vert en Afrique apportera des avantages substantiels au continent, tels que l'accélération du saut énergétique vers 100% d'énergies renouvelables, la construction d'une économie verte dans les pays africains, l'amélioration et l'accélération de l'accès à l'énergie, la création de valeur et d'emplois locaux, l'accès à la formation professionnelle, le renforcement des capacités et l'éducation.

En alignant les objectifs en matière d'énergie renouvelable sur les considérations relatives à l'hydrogène vert, les pays peuvent créer des marchés de l'hydrogène compétitifs qui accéléreront la croissance socio-économique. Plusieurs pays africains ont commencé à explorer le potentiel de production locale d'hydrogène vert, avec des études de faisabilité en cours et certains projets en phase de préparation. L'Afrique devrait exploiter son potentiel d'énergie renouvelable pour intégrer pleinement la chaîne de valeur de l'hydrogène vert afin d'accélérer son potentiel de développement économique.

Dans le bulletin d'information de l'AREI de ce mois-ci, l'objectif principal est de déterminer quels sont les défis réglementaires à relever pour que les pays en développement puissent développer l'industrie de l'hydrogène

La Grande interview du mois



Dr Augustine B. NJAMNSHI,

Vice-président de l'Alliance Panafricaine
pour la Justice Climatique (PACJA)

1/Pouvez-vous, vous présenter pour ceux qui ne vous connaissent pas ?

Je m'appelle Augustine Njamnsi. Je suis un expert en droit de l'environnement avec plus de 25 ans de rédaction juridique et de plaidoyer pour la justice climatique en Afrique. Je suis le président du comité des affaires politiques et techniques de l'Alliance panafricaine pour la justice climatique et le coordinateur continental de la Coalition africaine pour l'accès et l'énergie durable.

2. Vous dirigez une organisation importante de la Société civile sur notre continent, dites-nous, en quoi consiste t- elle ?

La Coalition africaine pour l'énergie durable et l'accès à l'énergie (ACSEA) est une alliance d'organisations à but lucratif et à but non lucratif partageant les mêmes idées et promouvant les investissements et l'accès aux énergies renouvelables, durables et inclusives en Afrique. Ses membres comprennent des mouvements de base, des organisations de la société civile, des universités, des entreprises privées et publiques, ainsi que des institutions

universitaires et de recherche. L'ACSEA a été fondée en avril 2016 pour répondre au besoin urgent d'aligner la transformation du secteur de l'énergie en Afrique avec la nécessité d'augmenter considérablement l'accès aux pauvres tout en minimisant la contribution du secteur aux émissions de gaz à effet de serre et aux défis sociaux et de développement existant. Il est hébergé par l'Alliance panafricaine pour la justice climatique (PACJA).

3. La société civile en Afrique est très engagée dans les ODD et particulièrement les énergies vertes et l'environnement, quel constat pouvez-vous faire sur ces dernières années par rapport à l'engagement des politiques en Afrique ?

Nous sommes convaincus que la transformation énergétique dont l'Afrique a besoin et l'atteinte des ODD pertinents ne peuvent être réalisées qu'avec la pleine participation de toutes les parties prenantes, en particulier les organisations de la société civile. Depuis octobre 2021, nous mettons en œuvre un projet intitulé Assurer une transition énergétique centrée sur les populations en Afrique grâce à la participation de la société civile. Ce projet vise à renforcer le rôle de la société civile dans la promotion et la mise en œuvre d'initiatives de transition énergétique durable, notamment les engagements des CDN liés aux énergies renouvelables en Afrique. Il permettra aux OSC d'influencer le développement des politiques en matière d'énergies renouvelables et de renforcer les voix nationales, continentales et mondiales dans cinq (5) pays. Nous poursuivons les objectifs du projet à travers i) la formation et le développement de matériel d'information sur les technologies et les options politiques en matière d'énergies renouvelables, ii) le renforcement d'un réseau efficace de la société civile africaine sur les énergies renouvelables, iii) et le développement d'un outil de suivi qui permettra à la société civile de suivre indépendamment les progrès des initiatives en matière d'énergie durable sur le continent. Nous pensons que le bon état d'esprit politique existe désormais sur le continent, mais en tant qu'OSC, nous tenons à nous assurer que d'autres forces ne viennent pas le faire dérailler.

4. Qu'en est-il de la collaboration avec AREI ?

En effet, le projet que je viens de décrire était principalement conçu pour travailler avec AREI afin de s'assurer que l'Initiative respecte les garanties d'une transformation énergétique qui répond aux besoins des communautés. Nous sommes fiers qu'en dépit de certains défis initiaux, nous travaillons désormais en étroite collaboration avec l'AREI. Au cours des deux dernières années, nous avons co-organisé plus d'une demi-douzaine d'événements avec l'AREI et nous continuerons à le faire cette année. Ce niveau de collaboration montre que les dirigeants actuels de l'AREI comprennent les enjeux et osent faire les bonnes choses.

5. Comment les énergies renouvelables peuvent aider à lutter contre le changement climatique et sauver la planète?

Plus des trois quarts des émissions de gaz à effet de serre d'origine humaine proviennent du secteur de l'énergie. Cela signifie que pour inverser le réchauffement de la planète, il faut réduire considérablement les émissions du secteur de l'énergie. En pratique, cela implique une transition vers les énergies renouvelables. Ainsi, les énergies renouvelables jouent deux rôles cruciaux dans la lutte contre la crise climatique : elles permettent de réduire les émissions et, plus important encore, de remédier aux vulnérabilités climatiques liées à la pauvreté énergétique en améliorant l'accès à l'énergie pour les communautés.

6. L'Afrique dispose d'un potentiel non-exploité ; comment pourrait-on accroître les investissements dans la production d'électricité basée sur les énergies renouvelables dans le but de l'autosuffisance mais également pour l'exploitation ?

Nous pensons que ce qui peut être réalisé à court terme est de réorienter les investissements prévus dans le développement des combustibles fossiles vers les énergies renouvelables. Les énergies renouvelables peuvent rapidement compenser la pauvreté énergétique actuelle, car elles peuvent être produites et déployées à grande échelle grâce à des investissements et des processus décentralisés et communautaires. Mais les autorités doivent également encourager les investissements dans les énergies renouvelables en combinant des mesures fiscales et réglementaires susceptibles de stimuler les investissements communautaires et les échanges transfrontaliers.

7. Que pensez-vous de l'élaboration d'une réglementation et d'une politique adéquate pour les énergies renouvelables en Afrique ?

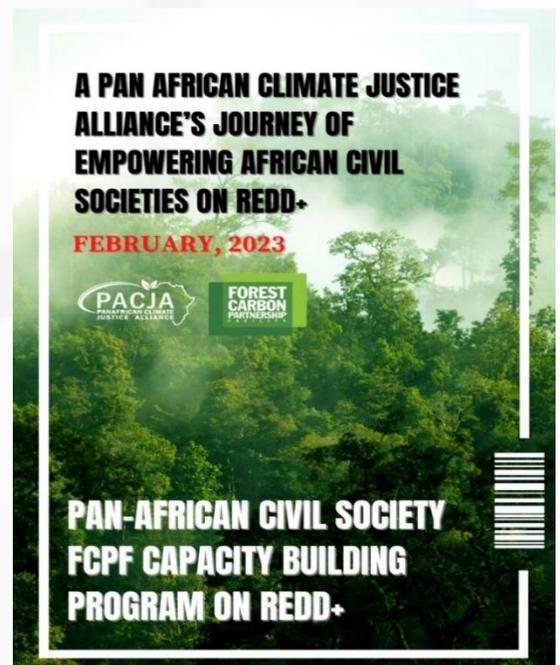
Comme je l'ai dit plus haut, des politiques et des réglementations adéquates doivent accompagner la volonté politique de développer le secteur des énergies renouvelables. Celles-ci doivent être adaptées à la réalité africaine et pertinentes au niveau national pour s'assurer qu'elles ne sont pas contre-productives.

PACJA Evènement du mois

Depuis 2008, nous avons décidé qu'au lieu de critiquer l'effort que les gouvernements mènent, on travaille ensemble pour contribuer sans perdre notre casquette de société civile. Nous avons décidé qu'au lieu que les ONGs non africaines parlent en notre nom, les africains sont assez matures pour formuler leurs besoins et les poser au niveau international comme au niveau national. C'est ce que nous essayons de faire depuis plusieurs années et cela marche bien.

D'ailleurs, si vous regardez la position commune africaine sur le changement climatique avant Copenhague, vous constaterez que c'est à 60% des doléances de la société civile africaine qui étaient basées sur la science, la justice, l'équité et les responsabilités. Les forêts d'Afrique ont connu un déclin progressif en raison d'une déforestation excessive pour diverses raisons.

En effet, plus de la moitié de la population du continent dépend directement ou indirectement des forêts pour sa subsistance. On estime que 3,4 millions d'hectares sont perdus chaque année (FAO, 2010) ; ce chiffre est en hausse. L'agriculture à petite échelle et la collecte de bois de chauffage sont les principaux moteurs de la déforestation et de la dégradation des forêts.



" La société civile a besoin d'accompagnement et des coopérations assez fortes avec des institutions. ",

a déclaré le Dr Augustine B. NJAMNSHI, Vice-président de l'Alliance Panafricaine pour la Justice Climatique (PACJA)

"L'Assemblée permet aux gouvernements d'aligner leurs efforts sur la construction d'un nouveau système énergétique, permettant d'atteindre les objectifs de l'Accord de Paris et les priorités mondiales essentielles telles que la création d'emplois, le développement industriel et les chaînes d'approvisionnement verts, la sécurité énergétique et l'accès universel, entre autres."

"La transition énergétique n'est pas seulement une priorité en ces temps déterminants, mais une responsabilité pour les pays, les industries et les communautés", a déclaré S.E. Raj Kumar Singh, ministre indien de l'électricité et des énergies nouvelles et renouvelables et président désigné de la 13e Assemblée de l'IRENA. "L'Inde continue de prendre des mesures concrètes pour respecter son engagement ferme. Nous sommes impatients de faciliter les discussions sur la trajectoire de la transition énergétique en préparation du processus d'inventaire mondial."

Partenaires AREI



"L'hydroélectricité est une source efficace de production d'énergie propre depuis plus d'un siècle", a déclaré Francesco La Camera, directeur général d'IRENA. "Cependant, avec l'évolution rapide du paysage énergétique, il est important de réévaluer son rôle futur et de tirer parti des récentes avancées technologiques qui peuvent maximiser son potentiel tout en assurant sa durabilité et sa résilience climatique."

Selon le scénario 1,5°C de l'IRENA, si le monde veut se décarboniser complètement et atteindre les objectifs climatiques fixés dans l'Accord de Paris, la capacité installée de l'hydroélectricité, y compris l'hydroélectricité par pompage, devrait plus que doubler d'ici 2050. Pour ce faire, les investissements annuels dans l'hydroélectricité devront être multipliés par cinq environ.



L'hydroélectricité, bien qu'étant la technologie renouvelable la plus mature, doit relever plusieurs défis, notamment :

- Moderniser les parcs vieillissants pour répondre aux exigences des systèmes électriques modernes ;
- Attirer de nouveaux investissements ; et
- Mettre à jour les structures de marché et les modèles commerciaux qui ne récompensent pas tous les services fournis par l'hydroélectricité au-delà de la production d'électricité.

« La planification et le développement de l'hydroélectricité ne seront couronnés de succès que si les aspects de durabilité et de résilience sont pris en considération. »



Le consortium qui développe le projet éolien de Ghoubet à Djibouti a annoncé le lancement de la construction de ce parc éolien qui sera situé près du lac Assal. Il affichera une capacité de 60MW.

La construction du parc éolien de Ghoubet est lancée. La réalisation du projet démarre après le closing financier effectué par le consortium en charge de son développement. Il est formé de la Société néerlandaise de financement du développement (FMO), d’Africa Finance Corporation (AFC), un fonds panafricain dédié au développement des infrastructures basé à Lagos au Nigéria, de Climate Fund Managers (CFM), un gestionnaire de fonds d’investissement climatique ainsi que de Great Horn Investment Holding (GHIH), un fonds d’investissement mis en place pour le développement de Djibouti.

L’ensemble des partenaires du projet éolien de Ghoubet ont lancé une entreprise ad hoc baptisée Djibouti Wind LP. Elle aura la responsabilité de superviser la mise en œuvre du projet et de la construction du futur parc éolien de Ghoubet.

Un parc éolien de 60 MW

Le projet est développé dans la région d’Arta, le long de la frontière avec la région de Tadjourah. Le parc occupera une superficie de 395 hectares, près du lac Ghoubet. Il sera composé de dix-sept d’éoliennes, chacune d’une capacité maximale de 3,5 MW. Les turbines seront portées par des mâts (tiges) de 150 m de hauteur. Le parc éolien de Ghoubet affiche une capacité de 60 MW.

Un important projet de développement pour Djibouti

Environ 10 km de routes d’accès seront construits dans la zone du projet éolien de Ghoubet. Pour le chantier, un complexe de construction temporaire composé de bâtiments administratifs et de logements pour les travailleurs sera installé. L’électricité produite par chaque éolienne sera collectée via des lignes en surface ou des câbles enterrés jusqu’à la sous-station du parc éolien.

Le consortium construira également une ligne de transmission aérienne de 230 kV, d’une longueur approximative de 3,5 km pour relier le parc éolien au réseau via la sous-station de Ghoubet. Ce point de départ de l’électricité est en construction par les autorités djiboutiennes. Sur une distance d’environ 70 km, il reliera Ghoubet à la sous-station de Jaban près de la capitale Djibouti via une ligne de transmission à double circuit de 230 kV.

Le parc éolien de Ghoubet est un important projet de développement pour Djibouti. Il s’inscrit également dans le cadre des ambitions climatiques de ce pays de la corne de l’Afrique, visant à réduire ses émissions de CO2 de 40 % d’ici 2030.

AGENDAS ENERGIES RENOUVELABLES 2023

AGENDA AREI

5 – 15 mars | Casablanca

Plateforme continentale technique (hybride) :
Réglementation pour la transition énergétique :
Favoriser les investissements privés dans la transition de l'Afrique

Réunion du CT de l'AREI

12-15mars | Johannesburg

Parlement Panafricain

13-15 mars | Windhoek

Réunion Ministérielle

Plateforme continentale technique (hybride) :
Éléments d'un AAE bancable

Réunion du CT de l'AREI

AGENDA ENERGIES VERTES

NAEPEC 13 - 16 mars 2023 | Barcelone – Espagne

NAEPEC est le plus grand et le plus influent salon et conférence international d'Afrique du Nord, d'Europe et de la Méditerranée dans les secteurs des hydrocarbures et de l'énergie.
<http://www.naepec.com/>
World Electrolysis Congress

14 - 16 mars 2023 | Dusseldorf - Allemagne

World Electrolysis Congress est l'événement axé uniquement sur les opportunités et les défis de la technologie de l'électrolyseur.
<https://www.worldelectrolysiscongress.com/>

Be POSITIVE 21 - 23 mars 2023 | Lyon - France

Be POSITIVE est le seul salon français dédié exclusivement aux enjeux et aux solutions de la transition énergétique, il rassemble tous les acteurs des filières bâtiment et énergies.